

Dette brute des administrations publiques

La dette brute des administrations représente la totalité de leurs obligations financières externes cumulées. Les États s'endettent pour financer des dépenses supérieures à leurs recettes. À long terme, la dette souveraine peut contribuer à l'accumulation de capital physique, en particulier quand les taux d'intérêt sont bas ; mais elle peut gêner cette accumulation lorsque les taux augmentent. Si une grande partie des recettes courantes doit être affectée au service de la dette publique, la politique budgétaire se trouve contrainte.

En 2015, dans les pays de l'OCDE, la dette publique brute représentait en moyenne 112 % du PIB, contre 73 % en 2007 avant la crise financière. Pendant cette période, elle a le plus progressé en Espagne (75.1 p.p.), en Slovaquie (73 p.p.), au Portugal (71.1 p.p.) et en Grèce (68.8 p.p.).

De 2007 à 2015, la dette n'a baissé qu'en Norvège (-16.7 p.p.), en Suisse (-5.2 p.p.) et en Israël (-2.1 p.p.). Au cours de cette période, c'est au Japon qu'elle a été la plus élevée, atteignant 221.8 % du PIB en 2015, devant la Grèce (181.6 %), l'Italie (157.5 %) et le Portugal (149.2 %). Bien qu'un haut niveau d'endettement freine l'économie, la nature des détenteurs a de l'importance : si la dette appartient à des investisseurs extérieurs, elle peut faire l'objet d'une dégradation de la notation de crédit du pays et d'une hausse des taux d'intérêt, alors que si elle est détenue par des résidents, comme au Japon, ce risque est moindre. À l'opposé, les pays de l'OCDE ayant les plus bas niveaux d'endettement public sont l'Estonie (13 %), le Chili (24.5 %), la Turquie (27.4 %) et le Luxembourg (30.7 %).

En 2015, la dette brute par habitant était en moyenne de 50 245 USD à PPA ; en termes réels, elle avait augmenté à un rythme annuel de 5.9 % depuis 2007. Dans la zone OCDE, la fourchette d'endettement brut par habitant est large, les niveaux les plus élevés étant près de 30 fois supérieurs aux plus bas. On estime que la dette brute atteignait en 2015 90 345 USD à PPA au Japon, alors qu'en Estonie elle ressortait à 3 761 USD à PPA. La même année, la plus grande part de la dette brute des pays de l'OCDE se composait de titres de dette, lesquels représentaient en moyenne 83 % du total, la proportion allant de 92 % aux États-Unis à 8.7 % en Estonie. Quant aux prêts, ils représentaient en moyenne 8.9 % de la dette, mais ce pourcentage était nettement supérieur dans des pays comme la Grèce (79.2 %) et l'Estonie (67.3%).

Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux finances publiques, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN). La dette est un concept communément utilisé, défini comme

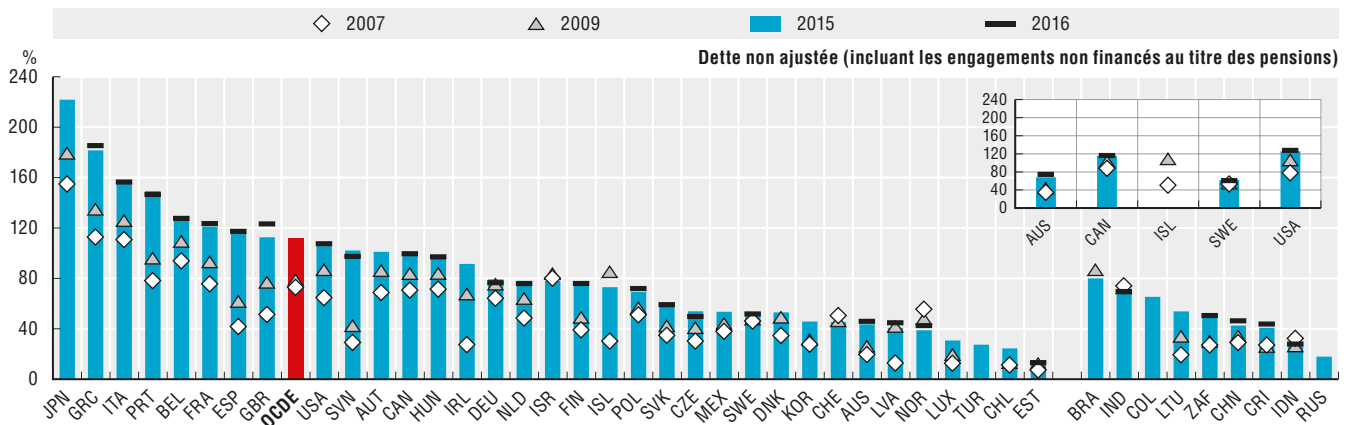
une sous-catégorie spécifique de passifs distinguée en fonction des catégories d'instruments financiers comprises ou non comprises. On définit la dette comme l'ensemble des passifs qui font obligation à un débiteur de verser à un créancier des intérêts ou du capital à une ou plusieurs dates futures. Tous les instruments de la dette sont donc des passifs, mais certains passifs, tels que les actions, les participations et les produits financiers dérivés, ne sont pas des dettes. On obtient donc le montant de la dette en additionnant les éléments de passif suivants, pour autant qu'ils figurent au bilan financier des administrations publiques : numéraire et dépôts ; titres de créance ; crédits ; et autres engagements (c'est-à-dire les systèmes d'assurance, de pensions et de garanties standards), autres comptes à payer ainsi que, dans certains cas, droits de tirage spéciaux (DTS). Dans le SCN, la plupart des instruments de la dette sont évalués au prix du marché, lorsque c'est pertinent (mais certains pays peuvent ne pas appliquer ce mode d'évaluation, notamment aux titres de créance).

Le traitement des engagements des administrations publiques au titre des régimes de pensions de leurs agents diffère selon les pays, ce qui rend toute comparaison internationale difficile. Quelques pays de l'OCDE tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Islande et la Suède (et d'autres pour lesquels les données sont extraites des Perspectives de l'économie mondiale du FMI) comptabilisent les engagements au titre des pensions des agents publics, qu'ils soient provisionnés ou non, dans la dette publique. Pour ces pays (exception faite de ceux qui ne sont pas membres de l'OCDE), on calcule un ratio d'endettement public corrigé qui fait sortir de la dette publique ces engagements de pensions non provisionnés. Des informations additionnelles sont accessibles dans les Statslinks. La dette publique est ici comptabilisée sur une base brute, sans être corrigée en fonction de la valeur des actifs publics. La définition de la dette employée dans le SCN diffère de celle du Traité de Maastricht qui sert à évaluer les positions budgétaires dans l'Union européenne. Le graphique 2.12, « Taux de croissance moyen annuel, en termes réels, de la dette publique par habitant », est consultable en ligne (voir annexe F).

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

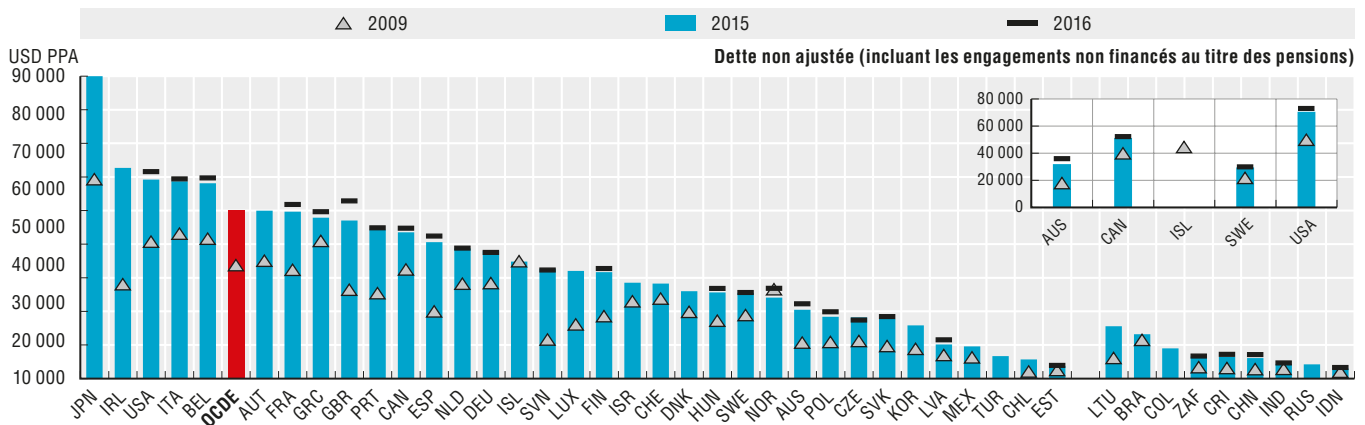
2.9. Dette brute des administrations publiques en pourcentage du PIB, (2007, 2009, 2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données). Les données sur les autres grandes économies (sauf le Brésil) et sur le Costa Rica sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537330>

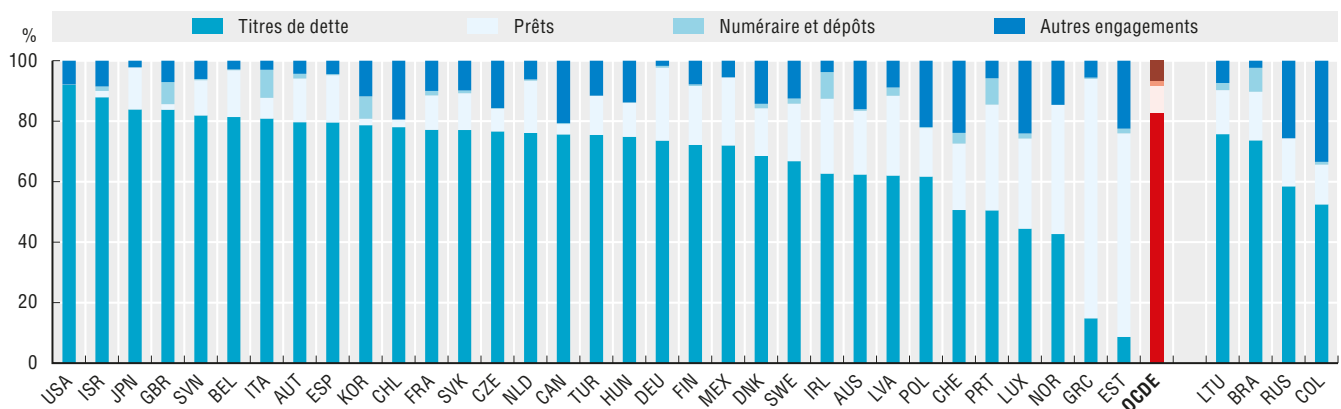
2.10. Dette brute des administrations publiques par habitant, (2009, 2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données). Les données sur les autres grandes économies (sauf le Brésil) et sur le Costa Rica sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537349>

2.11. Structure de la dette publique brute par instrument financier (2015)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537368>

